

**QUEL AVENIR ?** ■ Le Liban ne peut se relever s'il reste l'otage du Hezbollah, selon le politologue Antoine Basbous

# « La classe politique doit dégager »

« Pour que le Liban se redresse, il faut démanteler la milice qui contrôle le pays, ses frontières, ses ports, ses aéroports, ses finances », affirme le politologue franco-libanais Antoine Basbous, spécialiste du monde arabe et de l'islam.

## INTERVIEW

Nathalie Van Praagh  
nathalie.vanpraagh@centrefrance.com

Après l'explosion qui a endeuillé Beyrouth, le politologue Antoine Basbous, qui dirige l'Observatoire des pays arabes, plaide pour que le Liban redevienne un État de droit et joue son rôle de puissance publique. Le salut, selon lui, ne peut venir que de la rue.

■ **Le Liban, dans l'état de faillite économique et sociale où il se trouve, peut-il se relever de ce nouveau coup du sort ?** Aujourd'hui, le Liban est kidnappé, il est prisonnier du Hezbollah, qui est un État dans l'État plus puissant que l'armée. Il ne peut pas se relever s'il reste l'otage d'une milice qui travaille pour le compte d'un pays étranger, en l'occurrence l'Iran.

■ **Passé l'effroi et la sidération, la colère gagne déjà la population. Jusqu'où peut-elle aller ?** La colère est profonde, elle est sourde mais il faut pouvoir agir. Or, le pays a été saigné à blanc. Et avec cette catastrophe apocalyptique, le

moral des Libanais commence à être usé jusqu'à la corde.

■ **Pensez-vous que les responsabilités, dans cette tragédie, vont être clairement établies ?** Tant que la commission d'enquête est libanaise, elle va forcément dédouaner les coupables en présentant ses conclusions avant même les premières auditions. Je ne dis pas que la cause n'est pas accidentelle. Mais je ne crois pas à la fable d'une matière chimique explosive laissée là, à l'abandon, pendant six ans, en quan-

tités industrielles. L'hypothèse d'une réserve pour les usines d'armement du Hezbollah me paraît la plus vraisemblable. C'est pourquoi, il faut réclamer une commission d'enquête internationale qui, elle, aura toute la crédibilité pour désigner les vrais responsables.

■ **Si sursaut national il doit y avoir, il ne viendra donc pas des autorités ?** Ce pays n'est pas un pays comme les autres. Il est gouverné par une milice qui tient tous les pouvoirs, qui nomme le président de la

République, le Premier ministre, le gouvernement, le président du Parlement. Tout ce beau monde est à la solde du Hezbollah. Ce sont des marionnettes, des télégraphistes employés par le bras armé de l'Iran en Méditerranée. Pour que le Liban se redresse, il faut démanteler cette milice messianique qui contrôle le pays, ses frontières, ses ports, ses aéroports, ses finances.

■ **Comment faire ?** Les Libanais s'ils ne sont plus d'accord avec cette mainmise, doivent le dire haut et fort.

Il faut qu'ils l'expriment plus puissamment encore qu'à l'automne dernier, lors des manifestations réclamant que le Liban redevienne un État de droit et joue son rôle de puissance publique. Avec ce drame, on peut s'attendre à ce que les revendications de la population redoublent d'intensité.

■ **Cette restauration d'un État de droit réclamé par la société civile dispose-t-elle d'appuis politiques ?** La classe politique est tellement corrompue que personne n'attend plus rien d'elle. Elle a dépensé plus de 60 milliards de dollars dans le secteur de l'électricité et ce pays n'est pas capable de livrer plus de deux heures par jour de courant. Cet argent, qui représente 60 % de la dette publique, est passé dans les poches du parti du président de la République qui détient le portefeuille de l'énergie. Le Liban n'arrive même plus aujourd'hui à ramasser les ordures ménagères.

■ **Faut-il une révolution ?** Une révolution pacifique. Il ne sert à rien de rallumer la mèche. Le Liban a beaucoup souffert de la guerre et la solution n'est pas là, surtout face à une milice aussi bien structurée. En revanche, le Hezbollah peut être défait par des gens qui réclament leurs droits, qui revendi-

quent de ne pas être une colonie iranienne mais de pouvoir vivre avec des institutions et des libertés dignes de ce nom. La solution, c'est que la classe politique dégage et qu'une nouvelle génération la remplace.

■ **Emmanuel Macron a été le premier chef d'État à se rendre au chevet de Beyrouth. Qu'attend le Liban de la France ?** La France peut lui offrir de la solidarité, de l'amitié, une expression de soutien mais pas beaucoup plus. Le Liban n'a pas été capable de se réformer pour recevoir l'aide internationale et du FMI. Les beaux gestes français resteront de l'ordre du symbolique. Ils ne sortiront pas le pays de son gouffre.

■ **Et les pays arabes ?** Ils ont toujours considéré le Liban comme une colonie. Maintenant que le président Macron a fait un pas important, ils auraient honte de ne pas réagir et se doivent de manifester une certaine sympathie et d'envoyer de l'aide humanitaire. Mais, là encore, ce n'est pas ça qui va redresser le Liban. Ce pays a besoin d'une feuille de route claire qui montre la voie d'une sortie de crise par le haut et qui redonne au pays de la souveraineté. Il faut que les Libanais se préparent au changement pour se donner une chance de survie. ■

## → VITE DIT

**PROPORTIONNELLE INTÉGRALE.** Le chef de file des députés MoDem Patrick Mignola, allié de la majorité présidentielle, souhaite que les élections législatives de 2022 se fassent à la proportionnelle intégrale, afin que le pouvoir soit « mieux partagé » avec les Français. Précision : l'élus défend « une proportionnelle intégrale dans un cadre départemental. Avec une prime, de telle sorte que le pays soit gouvernable ». ■

## Obsèques

Les obsèques de l'avocate et figure féministe Gisèle Halimi, décédée le 28 juillet à 93 ans, ont été célébrées hier à Paris en présence de centaines de personnes, au son notamment de « Bella Ciao » et de « L'Hymne des femmes ». Un grand portrait souriant de la défunte avait été exposé devant son cercueil, lors de cette cérémonie laïque organisée au crématorium du Père-Lachaise, où ses cendres reposeront au côté de celles de son mari Claude Faux. Le philosophe et écrivain Régis Debray a rappelé avoir « compris grâce à elle » que le combat pour l'émancipation des femmes et celui pour l'émancipation des peuples ne faisaient qu'un.

**CAC 40 EN DIFFICULTÉ.** Les entreprises du CAC 40 prises dans leur ensemble ont accusé une perte au premier semestre à cause des perturbations provoquées par la pandémie de Covid-19, selon un décompte provisoire réalisé hier par l'AFP. Les 37 sociétés de l'indice phare parisien qui ont déjà diffusé leurs résultats semestriels ont accumulé 400 millions d'euros de perte nette sur la première moitié de l'année, alors qu'elles avaient dégagé près de 44 milliards d'euros de bénéfices net sur la même période l'an dernier. ■

**INSECTICIDE INTERDIT, MAIS...** Le gouvernement veut permettre aux planteurs de betteraves à sucre d'employer, « dans des conditions strictement encadrées », un insecticide interdit depuis 2018 afin de protéger leurs cultures des pucerons verts, vecteurs du virus de la jaunisse. Le gouvernement prévoit d'obtenir « une modification législative cet automne », introduisant une dérogation au maximum jusqu'en 2023, dans le cadre d'un plan de soutien à la filière, a annoncé le ministère de l'Agriculture jeudi dans un communiqué. ■

**MACRON EN HAUSSE.** La cote de confiance d'Emmanuel Macron augmente pour le deuxième mois consécutif à 39 % (+4), et celle du Premier ministre s'établit à 36 %, sept points en dessous de celle d'Édouard Philippe à son départ il y a un mois, selon un

## Il y a 75 ans Hiroshima

Le Japon a commémoré hier la première attaque nucléaire de l'histoire, survenue il y a 75 ans le 6 août 1945 à Hiroshima, dans le contexte particulier de la pandémie de coronavirus qui a contraint à limiter cette année les hommages aux victimes. Des survivants de la bombe atomique, des descendants de victimes, le Premier ministre japonais Shinzo Abe et quelques représentants officiels étrangers ont participé à la principale cérémonie du souvenir en début de matinée à Hiroshima (ouest du Japon), la plupart portant des masques.

Le grand public en revanche n'avait pas été convié à l'événement en raison du Covid-19, et a dû se contenter de suivre la cérémonie en ligne. ■

sondage Elabe publié hier et réalisé pour Les Échos et Radio Classique. Les Français sont de plus en plus nombreux à avoir une bonne image de l'ancien Premier ministre qui atteint 57 % chez les sondés, contre 43 % début juillet, à son départ de Matignon. ■

**RÉOUVERTURE DES UNIVERSITÉS.** Les étudiants pourront faire leur rentrée dans leurs établissements, fermés au public depuis le 16 mars, et seront encouragés à porter un masque dans les salles de cours, a annoncé hier le ministère de l'Enseignement supérieur. Le ministère a publié une circulaire qui doit permettre aux universités et grandes écoles « d'accueillir le plus grand nombre d'étudiants, dans le respect des consignes sanitaires » à partir de septembre. Un mètre entre chaque étudiant ou un siège laissé vacant dans les espaces clos devront être respectés. ■

**LÉGISLATIVES AU SRI-LANKA.** Les résultats préliminaires des élections législatives au Sri Lanka donnaient hier une large avance au duo des frères Rajapaksa, qui dominent l'exécutif et ambitionnent d'étendre leur emprise sur l'île d'Asie du Sud. Sur près de 10 % des bulletins dépouillés du vote de mercredi, le Sri Lanka Podujana Party (SLPP) du Premier ministre Mahinda Rajapaksa, frère du président Gotabaya Rajapaksa et lui-même homme fort de l'île de 2005 à 2015, recueille environ 70 % des voix. Les partis d'opposition sont très loin derrière. ■